

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Châteauroux, le 15 juin 2016

Unité Interdépartementale du Cher et de l'Indre

## INSTALLATIONS CLASSÉES

Syndicat des exploitants agricoles  
marneurs de SELLES-SUR-NAHON

Commune de PELLEVOISIN

Demande de prolongation de la durée de  
validité de l'arrêté préfectoral  
d'autorisation d'exploiter une carrière de  
marne  
et  
modification des conditions de remise  
en état de la carrière

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

### 1. OBJET DU PRESENT RAPPORT

Par lettre en date du 14 décembre 2015, le Syndicat des exploitants agricoles marneurs de SELLES-SUR-NAHON a sollicité la prolongation de la durée de validité de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2006 l'autorisant à poursuivre l'exploitation d'une carrière de marne sur le territoire de la commune de PELLEVOISIN au lieu-dit « Beauchamps ».

La prolongation est sollicitée pour une durée de 19 mois (jusqu'au 31/12/2017) au cours desquels l'exploitant prévoit :

- la poursuite des activités extractions sur deux campagnes (été 2016 et été 2017) de façon à épuiser le gisement disponible ;
- les travaux de remise en état permettant le réaménagement final du site en vue de la cessation d'activité définitive de la carrière.

Le Syndicat des exploitants agricoles marneurs de SELLES-SUR-NAHON sollicite également la modification des conditions de remise en état de la carrière.

### 2. PRESENTATION DU SITE

Le Syndicat des exploitants agricoles marneurs de SELLES-SUR-NAHON a été autorisé, pour une durée de 10 ans, à poursuivre l'exploitation d'une carrière de marne à PELLEVOISIN par arrêté du 24 mai 2006.

L'exploitation de cette carrière a été initialement autorisée par arrêté du 3 septembre 1992 pour une durée de 10 ans.

La carrière représente une emprise totale de 4 hectares. La quantité maximale de matériaux extraits est limitée à 4000 tonnes par an (avec une moyenne variant de 3000 à 4000 tonnes par an).

Le matériau exploité est de la marne, exclusivement destinée à l'amendement des terres agricoles des adhérents du syndicat.

L'extraction des matériaux est réalisée à sec au moyen d'une pelle mécanique sur une profondeur de l'ordre de 3 mètres. Elle s'effectue en une seule campagne annuelle de 15 jours à 3 semaines sur la période de juillet-août.

Pour l'extraction et le transport de la marne, ainsi que pour la remise en état du site, le syndicat a recours à un prestataire extérieur.

La remise en état consiste :

- au remblayage partiel de l'excavation à l'aide des terres de découverte de façon à ramener la cote des terrains à moins de 3 mètres de la cote initiale pour un retour à un usage agricole ;
- à la restauration du réseau de drainage agricole et son raccordement au réseau passant au nord de la carrière ;
- au talutage des fronts de l'excavation résiduelle par des pentes inférieures à 30°, en privilégiant les formes sinueuses aux formes géométriques ;
- au démontage et à l'évacuation des structures fixes (aire bétonnée, séparateur d'hydrocarbures, clôtures, panneaux, bungalow...).

### **3. DEMANDE DE PROLONGATION DE LA DUREE DE VALIDITE DE L'ARRETE D'AUTORISATION D'EXPLOITER**

#### **Contexte**

L'échéance de l'autorisation actuelle est arrivée à son terme le 24/05/2016. Le gisement restant à extraire est estimé à 6000 tonnes.

Le rythme de production de ces dernières années a été relativement conforme au prévisionnel du dossier avec une moyenne de 3700 tonnes extraites ces 8 dernières années.

Néanmoins, le Syndicat ayant tardé à déposer son dossier de demande de renouvellement à l'issue de la première période d'exploitation (fin 2002), le site est resté à l'arrêt durant quelques années. Une fois l'autorisation de poursuivre l'exploitation obtenue, le Syndicat a essuyé deux premières années avec des faibles productions. Le Syndicat explique cette situation par le fait que ses adhérents avaient dû, dans l'intervalle, trouver des solutions alternatives (recours à des carbonates industriels) et qu'il lui a fallu par la suite les reconquérir.

Ainsi, le Syndicat explique un déficit d'exploitation sur les deux premières années qu'il souhaite pouvoir compenser par une demande de prolongation d'exploiter à raison de 3000 tonnes par an.

#### **Analyse des effets de la demande de prolongation**

Le dossier joint à la demande précise que les conditions d'exploitation restent identiques.

Les itinéraires et l'accès à la carrière sont inchangés.

Le trafic occasionné par la demande de prolongation est estimé à 120 mouvements de camion par campagne annuelle (sur une base de production de 3000 tonnes par an), soit 25 % de moins que dans les conditions initiales de l'arrêté, pouvant être encore réduit par le recours à des camions de 27 T de charge utile.

En termes de nuisances sonores, les accès et les méthodes d'exploitation sont inchangés. L'exploitant conclut par ailleurs à un impact faible compte tenu de la position plus favorable de la zone restant à extraire (point au plus bas de l'emprise autorisée) et d'une période d'extraction plus courte du fait de la quantité restant à extraire (3000 tonnes par an au lieu de 4000 tonnes par an).

La carrière est implantée en secteur agricole et la première habitation se situe à 250 mètres des limites de propriété. Aucune plainte n'a été enregistrée au cours des précédentes périodes d'exploitation.

L'impact sur le milieu naturel est également estimé comme limité du fait que l'emprise exploitable reste inchangée.

inconvenients significatifs pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans la mesure où les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible.

Cette demande de prolongation ne constitue de fait pas une modification substantielle (au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement) des éléments du dossier.

Des prescriptions complémentaires (proposées dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement) sont néanmoins nécessaires pour encadrer cette prolongation de fonctionnement notamment pour :

- limiter dans le temps la prolongation de fonctionnement à deux campagnes d'extraction,
- actualiser le montant des garanties financières.

Un projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens est joint au présent rapport.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées considère que la demande de modification des conditions de remise en état n'est pas non plus de nature à engendrer des dangers ou des nuisances significatifs pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement. Aussi est-il proposé de considérer favorablement la demande de modification des conditions de remise en état présentée par le Syndicat des exploitants agricoles marneurs de SELLES-SUR-NAHON.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement les membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) doivent être consultés sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Copie à : DDCSPP – SSPAE

DREAL Centre-Val de Loire – SEIR

Concernant les risques de pollution accidentelle, il n'y a aucun stockage d'hydrocarbures et l'entretien des engins n'est pas effectué sur le site. Le ravitaillement des engins est effectué sur une aire étanche reliée à un point bas permettant la récupération des eaux pluviales de ruissellement avant passage dans un déshuileur et rejet au milieu naturel. Il a pu être constaté au cours de la dernière visite d'inspection du site que cette aire étanche est en bon état et que le déshuileur fait l'objet d'un entretien régulier.

À noter que le maire de la commune de PELLEVOISIN et le propriétaire de la parcelle concernée ont été consultés à ce sujet et que ces derniers ont émis des avis favorables à cette demande de prolongation.

#### **4. MODIFICATION DES CONDITIONS DE REMISE EN ETAT**

Le Syndicat sollicite également une modification des conditions de remise en état de la carrière. Il souhaite en effet pouvoir conserver à l'issue du réaménagement la piste d'accès depuis la route (sur une dizaine de mètres), l'aire bétonnée de stationnement et de ravitaillement des engins, le séparateur d'hydrocarbures et l'abri de chantier.

Le Syndicat justifie cette demande par l'existence d'un projet de demande d'autorisation d'exploiter des parcelles voisines, projet qui devrait être prochainement déposé en préfecture. La conservation de ces infrastructures permettra de pouvoir y recourir dans ce cadre.

Il s'agit de la seule demande de modification. Le reste est inchangé à savoir que le site sera intégralement réaménagé en parcelle agricole avec un raccordement aux parcelles voisines et une restauration du réseau de drainage agricole.

L'avis du propriétaire de la parcelle concernée, favorable à cette modification, a également été joint au dossier.

#### **5. GARANTIES FINANCIERES**

Le Syndicat a joint à sa demande de prolongation les éléments d'actualisation du montant des garanties financières, établi selon les règles de calcul définies par l'arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié, ainsi que le détail des surfaces S1, S2 et S3 (utilisées pour le calcul du montant des garanties financières) actualisées.

L'indice TP01 pris en compte dans le calcul est celui de juin 2015 ( $104,1 \times 6,5345 = 680,2$ ) dernier indice connu au moment de l'établissement du calcul, conduisant ainsi à retenir un indice d'actualisation  $\alpha = 1,107$ .

Les nouvelles garanties financières s'établissent donc comme suit :

	<b>S1</b> (C1 = 15 555 € / ha)	<b>S2</b> (C2 = 36 290 € / ha)	<b>S3</b> (C3 = 17 775 € / ha)	<b>S1C1 + S2C2 + S3C3</b>	<b>TOTAL</b> ( $\alpha = 1,107$ )
<b>Période 2016 / 2017</b>	1,042	0,0485	0,0555	18 955 €	20 983 €

En prévision de sa demande de prolongation, le Syndicat a d'ores et déjà fait procéder au renouvellement des garanties financières auprès d'un organisme bancaire au-delà de l'échéance de l'arrêté (jusqu'au 30/09/2020) pour un montant arrondi à 23 000 €.

#### **6. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR ET PROPOSITIONS**

La demande de prolongation de la durée de validité de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 24 mai 2006 au Syndicat des exploitants agricoles marneurs de SELLES-SUR-NAHON ne générera aucun impact supplémentaire significatif au regard des mesures de prévention déjà mises en place et des conditions actuelles d'exploitation.

Sur la base des dispositions de la circulaire du 14 mai 2012 (relative à l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement), l'inspection des installations classées considère qu'une telle prolongation n'est pas de nature à entraîner des dangers ou